

## **La dynamique territoriale des partis politiques québécois au cours du dernier demi-siècle**

Paul Villeneuve et Yvon Jodoin  
Centre de recherche en aménagement et développement  
Pavillon Félix-Antoine-Savard, 16<sup>ième</sup> étage  
Université Laval  
Québec (Québec) G1K 7P4  
[paul.villeneuve@crad.ulaval.ca](mailto:paul.villeneuve@crad.ulaval.ca)  
[yvon.jodoin@crad.ulaval.ca](mailto:yvon.jodoin@crad.ulaval.ca)

Texte d'une communication présentée au colloque annuel de  
l'Association des sciences régionales de langue française,  
Rimouski, 25-27 août 2008.

Depuis leurs débuts, les sciences régionales placent au centre de leurs préoccupations l'analyse des rapports entre les villes et les régions environnantes. Pendant quelques décennies, l'hypothèse voulant que les villes soient les moteurs du développement des régions eut la faveur de plusieurs chercheurs. Les notions de pôle de croissance et de pôle de développement illustraient cette façon de penser (Boudeville, 1972). Plusieurs études empiriques ont cependant montré que la diffusion de la croissance et du développement se limitait le plus souvent à la zone des navettes quotidiennes de travail autour des pôles urbains (Barbonne et al., 2007). Polèse (2005) a même soutenu que la prospérité des villes dépend de celle de la société ambiante plutôt que l'inverse. Ces débats de fond qui traversent les sciences régionales, au Québec tout autant qu'ailleurs, appellent une meilleure connaissance empirique des rapports villes-régions.

Un aspect de ces rapports qui a été sous-étudié jusqu'ici en sciences régionales porte sur la dimension spatiale des comportements électoraux. Ces comportements sont importants car on peut penser qu'ils jouent un rôle dans la définition des orientations politiques qui affectent le devenir des villes et des régions. L'étude de ces comportements mobilise d'ailleurs de plus en plus de chercheurs (Lemieux, 1988; Bussi et Freire-Diaz, 2002). Au Canada, plusieurs travaux ont porté sur la question du régionalisme et de son expression socio-politique, les régions en cause étant le plus souvent les provinces (Brym, 1986). Plus rares cependant sont les travaux qui portent sur la différenciation spatiale des comportements électoraux selon les milieux urbains, suburbains et ruraux. Parmi ceux-ci, Walks (2004, 2006) et Villeneuve *et al.* (2007) s'attachent aux différences qui opposent les quartiers centraux et les banlieues. Ils montrent que les quartiers centraux auraient une propension plus grande à appuyer les partis à tendance réformiste et interventionniste tandis que les banlieues appuieraient davantage les partis à tendance plus conservatrice. De leur côté, Cutler et Jenkins (2000) suggèrent, qu'au Canada anglais, une sorte de «traditionalisme moral» se rencontre plus souvent en milieu rural, alors que les milieux urbains montreraient une plus grande propension au «réformisme» et au «libéralisme».

La dimension spatiale des comportements électoraux en longue période n'a pas été beaucoup analysée au Québec. Il s'agit pourtant d'un phénomène dont on peut penser qu'il influence considérablement les orientations des politiques publiques, dont celles portant sur le développement régional. Bien que plusieurs facteurs très conjoncturels influencent les comportements électoraux, il est peut-être possible d'identifier dans ces comportements des tendances structurelles dans l'espace et dans le temps. C'est ce que nous tentons de faire ici selon une démarche en trois temps. Premièrement, à partir de considérations générales sur l'articulation entre le «public» et le «privé», nous développons une hypothèse sur la structure cyclique des comportements électoraux, une structure qui aurait son pendant dans l'espace où elle mettrait en cause les rapports entre le milieu urbain et le milieu rural. Deuxièmement, nous testons cette hypothèse sur le cas du Québec au cours des derniers soixante ans, à l'aide de données se rapportant aux 17 élections provinciales qui ont eu lieu entre 1944 et 2007. Troisièmement, nous tentons de replacer dans un contexte plus général les principaux enseignements issus de cet exercice.

### **Cycles électoraux et oscillations ville-campagne : une hypothèse**

Bien qu'il soit maintenant courant de remettre en question la pertinence d'opposer la droite et la gauche sur l'échiquier politique, le débat public reste encore fortement polarisé entre, d'un côté, la promotion des initiatives privées comme gage de bon fonctionnement social et, de l'autre côté, la valorisation de l'action collective dans la poursuite du progrès social. De plus, la plupart des principaux partis politiques opérant dans les pays occidentaux peuvent être placés plus ou moins intuitivement sur un continuum allant du collectif à gauche au privé à droite. Par exemple, dans le cas du Québec depuis la deuxième guerre mondiale, il est probable que la plupart des politologues s'entendraient pour dire que, parmi les quatre principaux partis ayant occupé la scène politique, le Parti libéral du Québec se situerait plutôt au centre de ce continuum, tandis que l'Union nationale se situerait à droite du centre, le Parti Québécois à gauche et l'Action démocratique du Québec à droite. Si tel est le cas, il convient alors de se demander si ces positions sur l'échiquier politique se traduisent par des tendances repérables dans le temps et dans l'espace. En d'autres termes, la fortune politique des partis plutôt de gauche ou plutôt de droite présente-t-elle des tendances spatio-temporelles? Pour répondre à cette question, nous cherchons d'abord du côté de ceux qui ont cru déceler des cycles temporels dans la vie politique et nous explorons ensuite la possibilité que ces cycles s'actualisent dans l'espace géographique sous la forme d'oscillations urbaines-rurales.

L'historien américain Arthur Schlesinger Jr a exploré en détail, dans son livre *The cycles of American history* (1986), l'existence aux États-Unis d'un cycle temporel où il y aurait alternance entre conservateurs et libéraux, intérêt privé et bien public, «wealth et commonwealth», laissez-faire et interventionnisme. Déjà son père, Arthur Schlesinger Sr, lui aussi historien, avait identifié huit périodes alternant entre le privé et le collectif depuis la guerre de 1812 : le repli jeffersonnien de 1812 à 1829; la démocratisation menée par Jackson entre 1829 et 1841; la domination croissante des esclavagistes au gouvernement entre 1841 et 1861; l'abolition de l'esclavage entre 1861 et 1969; la règle conservatrice de 1869 à 1901; l'ère progressiste entre 1901 et 1919; la restauration républicaine de 1919 à 1931; le New Deal de 1931 à 1947 (Schlesinger Jr, 1986, 24). La durée moyenne de ces périodes est d'environ 15 à 16 ans, ce qui donne des cycles «privé-public» d'environ 30 ans. Schlesinger fait alors remarquer que 30 ans, c'est plus ou moins une génération, du moins si la durée des générations est mesurée par la distance moyenne entre mères et filles en années (Devolder, 2003).

Ce facteur générationnel serait d'autant plus important aujourd'hui du fait que, selon Devolder, les générations démographiques coïncident de plus en plus avec les générations familiales. La notion de génération familiale fait référence au partage de la parenté d'une personne donnée en trois

groupes : le groupe de parenté latérale proche, soit les frères, soeurs et cousins germains; le groupe de la parenté ascendante immédiate, c'est-à-dire le père, la mère, les oncles, les tantes et les grands parents; et le groupe de la parenté descendante immédiate, soit les enfants, neveux, nièces et petits-enfants. Dans le passé, grosso modo avant 1850 qui marque le début de l'utilisation de moyens contraceptifs en Europe, les trois groupes formant la parenté ne se distinguaient pas très nettement selon l'âge des personnes les composant. En d'autres termes, la distribution du nombre de parents vivants d'une personne de 20 ans, selon l'âge de ces parents, prenait la forme d'une courbe décroissant avec l'âge de façon presque monotone alors, qu'aujourd'hui, cette courbe est fortement tri-modale avec des pics vers 20 ans, 50 ans et 75 ans (Devolder, 2003). En d'autres termes, en raison surtout du contrôle des naissances, les mélanges d'âge entre générations familiales ne se produisent plus dans les sociétés contemporaines, ce qui donnerait un poids important aux différences d'âge dans les rapports sociaux.

En ce qui concerne la possibilité d'un effet cyclique dans les comportements électoraux, l'existence de générations distantes d'environ 30 ans ne se traduirait-elle pas par 15 années de montée d'une génération vers le pouvoir, suivies de 15 autres années de recul face à la génération suivante? Toutefois, malgré cette coïncidence accrue des générations démographiques et des générations familiales, il serait sans doute erroné de suggérer que l'ensemble d'une génération partage les mêmes orientations politiques. D'autres facteurs, tels le lieu de résidence et la classe sociale, sont en cause. Il suffit toutefois qu'une proportion appréciable d'une génération donnée appuie un parti politique particulier pour que celui-ci véhicule les valeurs de cette génération. Une analyse de l'élection provinciale de 2003 a montré, qu'à Québec, les sections de vote où les personnes ayant de 25 à 44 ans étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer l'Action démocratique du Québec, alors que celles où les personnes de 45 à 64 ans et de 65 ans et plus étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer respectivement le Parti québécois et le Parti libéral du Québec (Jodoin, et al., 2007).

Par ailleurs, un tout autre facteur que l'homogénéité générationnelle peut aussi être en cause dans l'existence possible d'un cycle «privé-public» dans les comportements électoraux. Albert Hirschman, dans *Shifting involvements : private interest and public action* (1982), évoque un facteur de «désappointement» qui expliquerait en partie, chez les individus et les groupes, l'oscillation entre la valorisation des intérêts privés et l'appui à l'action collective. Voulant aller au-delà de la théorie de la consommation qui suppose habituellement que les préférences sont données, il s'interroge sur les facteurs capables d'expliquer les changements de préférences, dont celles qui concernent les comportements électoraux. Il suggère que les activités de consommation et les activités de participation aux affaires publiques produisent de la satisfaction mais aussi de l'insatisfaction et des désappointements. Et comme il admet l'idée que, contrairement aux autres animaux, les êtres humains sont insatiables, il en déduit que les désappointements constituent une expérience humaine fondamentale. Il montre aussi comment cette expérience peut jouer au niveau social, dans l'agrégat, si de larges groupes d'individus subissent en même temps des désappointements marqués comme, par exemple, quand l'État devient trop omniprésent dans la vie de chacun, ce qui pousserait les personnes à se tourner vers des genres de vie plus privé ou, à l'inverse, lorsque des libertés individuelles débridées menacent la cohésion sociale et incitent les personnes à désirer une plus grande solidarité collective. Hirschman verrait sans doute le débat récent au Québec entre lucides et solidaires (Warren, 2006) comme une manifestation de ces deux formes de désappointement qui appellent à des tiraillements et des oscillations (probablement bénéfiques) entre le privé et le public. D'un point de vue autre, celui de l'étude des lois adoptées par une assemblée législative, Lemieux (1991, 139) exprime bien la différence entre le conservatisme d'une part, et le réformisme et l'interventionnisme de l'autre. Pour lui, une action conservatrice peut vouloir rectifier une situation

s'étant éloignée de normes reconnues, alors qu'une action réformatrice peut vouloir faire progresser une situation vers des normes nouvelles.

Considérons maintenant la dimension spatiale des comportements électoraux, en partant de l'hypothèse très générale qui pose une relation positive entre le degré d'urbanisation et les tendances réformatrices ou conservatrices de l'électorat. Cette hypothèse est documentée dans le cas du Canada à l'extérieur du Québec par Cutler et Jenkins (2000). Ils catégorisent les milieux de vie en quatre types : rural, petite ville, urbain, métropolitain. Ces milieux peuvent différer les uns des autres en raison de la composition de leur population. Par exemple, le niveau de scolarisation tend à augmenter quand on passe du milieu rural au milieu métropolitain et ce niveau influence grandement les opinions politiques. Les milieux peuvent aussi différer parce que les personnes vivant dans le même milieu communiquent entre elles, s'influencent et sont soumises à des expériences similaires, ce qui peut les pousser à développer des genres de vie semblables, par exemple, en caricaturant, maison unifamiliale privée, piscine privée et voitures privées en banlieue contre vie en appartement, piscine publique et transport en commun en milieu urbain. Utilisant des données d'enquêtes menées au Canada anglais et datant de 1992 et 1993, Cutler et Jenkins (2003) montrent, qu'en coupe, c'est-à-dire à un point dans le temps, des indicateurs du degré de «traditionalisme moral», tels que les attitudes envers les féministes et les homosexuels, révèlent un plus grand traditionalisme dans les milieux ruraux et les petites villes que dans les milieux urbains et métropolitains.

Cette relation entre le degré d'urbanisation et le degré de conservatisme a cependant été moins étudiée de façon longitudinale. Comment, par exemple, affecte-t-elle la dynamique spatiale des comportements électoraux et comment cette dynamique s'articule-t-elle à l'existence possible de cycles privé-public? En considérant l'ensemble des éléments évoqués jusqu'ici, nous devrions nous attendre à une série de comportements en ce qui concerne les partis politiques. D'abord, la fortune des partis devrait être influencée par le caractère cyclique de l'alternance privé-public, et par l'effet de génération qui l'accompagne et qui contribuerait à fixer à environ 30 ans la durée des cycles. Ensuite, les partis réputés de droite devraient recevoir de meilleurs appuis électoraux en milieu rural, alors que les partis réputés de gauche devraient avoir plus de succès en milieu urbain. Enfin, dans la phase ascendante du cycle, soit au cours des quelque 15 années pendant lesquelles un parti progresse, il devrait étendre ses appuis hors de sa «zone de confort», en terrain moins familier, c'est-à-dire urbain pour les partis conservateurs, et rural pour les partis réformatrices. En d'autres termes, un processus de diffusion spatiale devrait être à l'œuvre, un processus des plus intéressants car il est susceptible de soutenir une interpénétration des valeurs issues du monde rural et du monde urbain. En effet, un parti à orientation conservatrice ne devra-t-il pas modifier cette orientation pour se gagner des appuis hors de son milieu de prédilection, la même chose n'étant-elle pas vraie pour un parti à orientation plus libérale ou sociale-démocrate qui voudrait gagner des appuis en milieu rural?

### **Le cas du Québec depuis 1944**

Nous voulons documenter la dynamique territoriale des comportements électoraux au Québec depuis le milieu des années 1940 à partir de l'hypothèse, qui vient d'être présentée, d'une relation positive entre le degré d'urbanisation et le degré de «réformisme» de l'électorat. Pourquoi choisir la période de 1944 à 2007? Nous reportant aux cycles de Schlesinger, qui place en 1947 la fin de la période du New Deal qui fut marquée par un fort interventionnisme de l'état en Amérique du Nord, en raison de la crise et de la guerre, nous devrions nous attendre à un reflux conservateur à partir du milieu des années 1940.

En ce qui concerne le Québec, il est possible, à partir de cette hypothèse générale, de s'interroger sur les grandes lignes de la dynamique territoriale de la culture politique québécoise, telle qu'elle s'exprime par le vote. La théorie de la diffusion spatiale des innovations (Villeneuve, 1994) aide également à préciser cette hypothèse. Depuis le milieu des années 1940, quelle forme prend la dynamique territoriale du vote? Peut-on déceler un mouvement oscillatoire entre l'univers métropolitain de Montréal et les espaces non métropolitains du Québec, le vote plutôt conservateur se diffusant des régions rurales vers Montréal, et le vote moins conservateur se diffusant dans le sens inverse? Ce mouvement oscillatoire est-il lié à l'existence possible de cycles temporels qui verraient se succéder, selon des phases d'une quinzaine d'années, des périodes plus conservatrices et des périodes plus libérales ou plus sociales-démocrates?

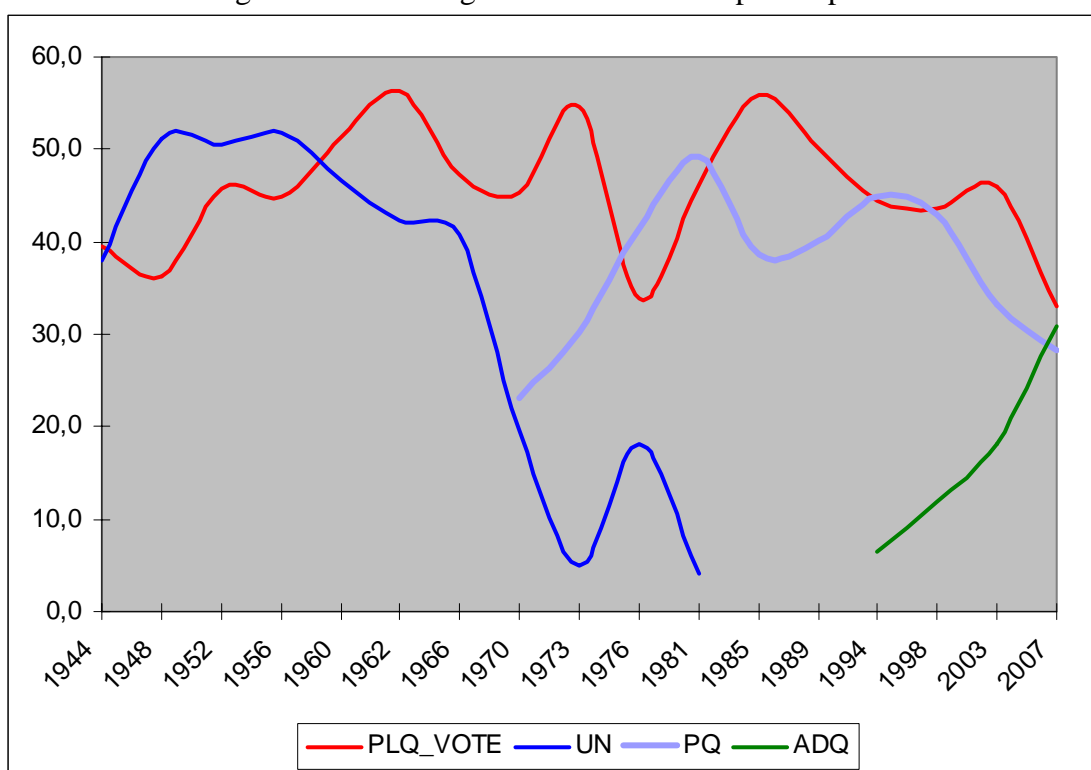
**Tableau 1**  
**Pourcentage des voix et distance moyenne des électeurs à partir de Montréal**

Année	POP		PLQ		UN		PQ		ADQ	
	Dist	Dist	% voix	Dist	% voix	Dist	% voix	Dist	% voix	
1944	173	<b>158</b>	<b>39,4</b>	<b>216</b>	<b>38,0</b>					
1948	173	<b>165</b>	<b>36,2</b>	<b>184</b>	<b>51,2</b>					
1952	173	<b>161</b>	<b>45,8</b>	<b>199</b>	<b>50,5</b>					
1956	172	<b>172</b>	<b>44,9</b>	<b>189</b>	<b>51,8</b>					
1960	166	<b>174</b>	<b>51,4</b>	177	46,6					
1962	166	<b>161</b>	<b>56,4</b>	192	42,2					
1966	160	165	47,3	185	40,8					
1970	158	135	45,4	190	19,7	<b>137</b>	<b>23,1</b>			
1973	158	145	54,7	193	4,9	<b>141</b>	<b>30,2</b>			
1976	157	144	33,8	137	18,2	<b>159</b>	<b>41,4</b>			
1981	159	120	46,1	171	4,0	<b>167</b>	<b>49,3</b>			
1985	156	140	56,0			163	38,7			
1989	144	148	50,0			157	40,2			
1994	143	120	44,4			160	44,8	<b>144</b>	<b>6,5</b>	
1998	143	121	43,6			160	42,9	<b>142</b>	<b>11,8</b>	
2003	139	124	46,0			149	33,2	<b>168</b>	<b>18,2</b>	
2007	137	132	33,1			156	28,3	<b>146</b>	<b>30,8</b>	
<i>MD</i>	<i>157</i>	<i>146</i>		<i>185</i>		<i>155</i>		<i>150</i>		
$R_{\text{pearson}}$		<b>+0,505</b>		<b>-0,916</b>		<b>+0,984</b>		<b>+0,370</b>		

POP : population PLQ : Parti libéral du Québec UN : Union nationale  
PQ : Parti québécois ADQ : Action démocratique du Québec  
Dist : Distance moyenne de Montréal en kilomètres de la population du Québec (POP) et des électeurs de chacun des partis, calculée à l'aide des centroïdes des circonscriptions électorales, chaque distance étant pondérée par le nombre d'électeurs. *MD* : moyenne des distances sur l'ensemble des élections auxquelles un parti a participé. Les élections où un parti est dans une phase ascendante sont en caractères gras. Le R de Pearson entre le pourcentage de voix et la distance de Montréal est calculé sur les phases ascendantes seulement avec la distance exprimée de façon relative ( $\text{Dist}_{\text{parti politique}} / \text{Dist}_{\text{pop}}$ )

Commençons par cette dernière question. Le tableau 1 présente le pourcentage de voix obtenu par chacun des quatre principaux partis lors des élections auxquelles ils ont participé. Le Parti libéral du Québec a participé aux 17 élections tenues de 1944 à 2007. L'Union nationale aux 11 premières élections sur les 17, le Parti québécois aux 10 dernières, et l'Action démocratique du Québec aux 4 dernières. Si nos hypothèses se vérifiaient, nous devrions observer deux cycles d'environ 30 années chacun sur la période de 1944 à 2007, soit sur 64 ans. Comme le premier de ces cycles suit une période interventionniste, nous devrions observer sur les premiers 15 ans une montée du conservatisme, pouvant se traduire au Québec par une montée de l'Union nationale. Nous devrions ensuite observer, sur les quinze années suivantes, une montée du «réformisme» qui pourrait être portée alors par le Parti libéral du Québec, suivi d'environ 15 années de conservatisme et de quinze autres années de réformisme.

Figure 1. Pourcentage des voix obtenues par les partis



Bien entendu, ce pattern idéal ne se retrouve que partiellement dans la réalité. La figure 1 montre l'évolution, légèrement lissée, des pourcentages de voix obtenus par les partis en cause. L'Union nationale est bien en progression de 1944 à 1956, soit sur une période de 12 ans. Mais le Parti libéral l'est également de 1948 à 1962, sur 14 ans donc, partiellement à cause de la présence de tiers partis en 1944 (le Bloc populaire obtient 14,4% des voix) et en 1948 (l'Union des électeurs à tendance créditiste obtient 9,3% des voix). Ensuite, pour ce qui devrait être la deuxième phase de premier cycle, où il devrait y avoir recul du conservatisme et montée du réformisme, il y a bien un recul de l'Union nationale, qui se produit avec deux soubresauts (1966 et 1976), sur une période non pas de 15 ans mais bien d'environ 25 ans (de 1956 à 1981) et il y a aussi, de 1962 à 1976, recul du

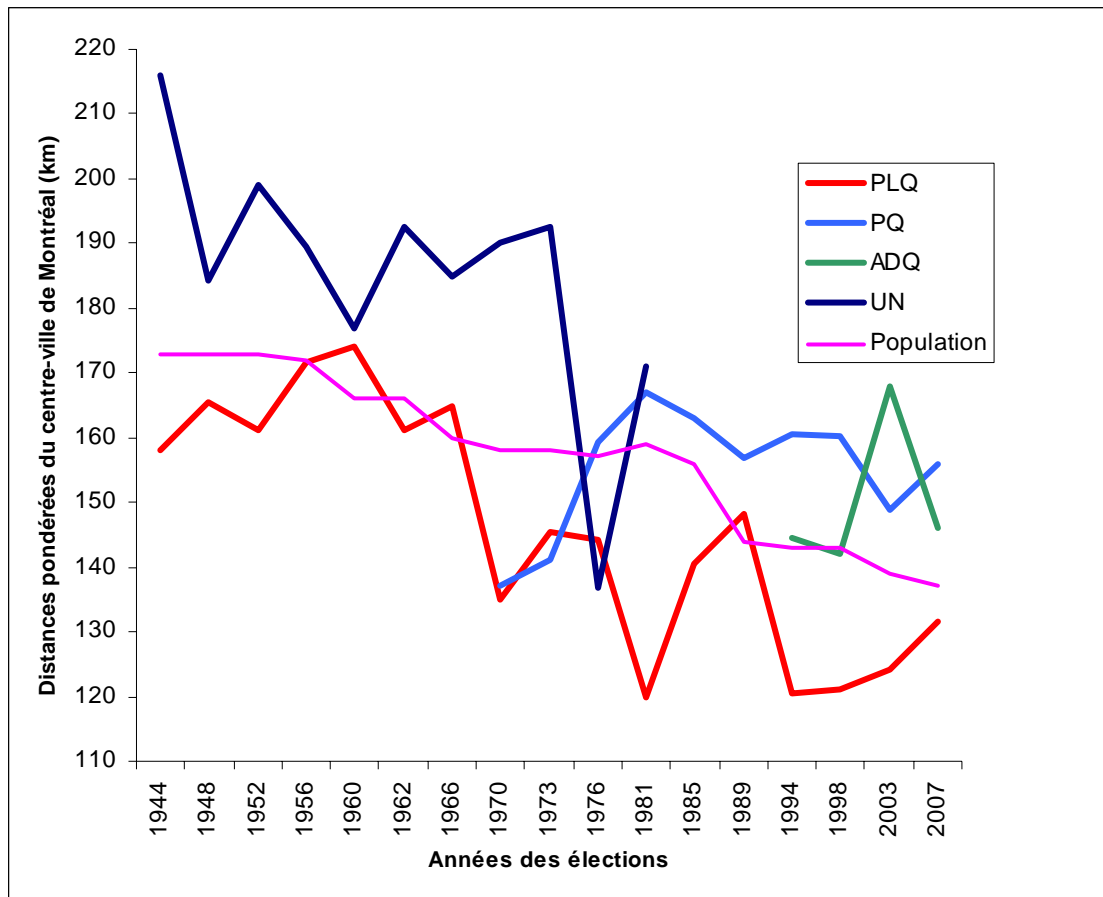
Parti libéral malgré le soubresaut de 1973. Tout se passe comme si ce soubresaut, accompagné de la montée du Parti québécois à compter de 1970, prolongeaient la deuxième phase du premier cycle jusqu'au milieu des années 1980, après quoi libéraux et péquistes amorcent une phase descendante, alors que l'ADQ relancera bientôt le conservatisme. En somme, au lieu de deux cycles complets d'environ 30 ans chacun avec alternance aux 15 ans, nous aurions plutôt assisté, depuis 1944, au déploiement de 1,5 cycle, avec une phase plutôt conservatrice jusqu'à la révolution tranquille, suivie d'une phase assez longue (environ 25 ans) de réformes jusqu'au milieu des années 1980, suivie à son tour d'une remontée du conservatisme.

Tournons nous maintenant vers la question de la dynamique territoriale des comportements électoraux. Un test de cette hypothèse peut être tenté par le biais d'une analyse spatiale simple du mouvement territorial des quatre principaux partis politiques présents au Québec depuis le milieu des années 1940. Depuis 1944, 17 élections provinciales ont eu lieu au Québec. L'analyse est menée au niveau des circonscriptions électorales à l'aide des données provenant de la Direction générale des élections du Québec et des cartes des circonscriptions électorales (Drouilly, 1989). La distance moyenne entre le centre-ville de Montréal et les électeurs qui appuient une formation politique lors d'une élection constitue un indicateur élémentaire de la position territoriale de ce parti, et le changement dans cette distance, d'une élection à l'autre, mesure le mouvement territorial du parti vers la ville ou vers la campagne. Le tableau 1 présente ces distances ainsi que le pourcentage du vote obtenu à chaque élection dans l'ensemble du Québec par les partis en cause. La distance moyenne «Dist» est calculée en relevant d'abord la distance  $d_i$  en kilomètres à vol d'oiseau entre le centre-ville de Montréal (coin Peel et Sainte-Catherine) et le centroïde de chacune des circonscriptions électorales  $i$  à chacune des élections. Cette distance est alors pondérée (multipliée) par le nombre d'électeurs  $p_i$  de la circonscription  $i$  ayant appuyé chaque parti et la somme de ces produits est enfin divisée par la somme des poids, c'est-à-dire la somme des électeurs ayant appuyé le parti dans tout le Québec :  $Dist = \sum d_i p_i / \sum p_i$ . Il faut mentionner que les comparaisons entre les valeurs de Dist sont quelque peu affectées par les changements dans la carte électorale qui se sont produits pendant la période étudiée. Deux facteurs peuvent jouer selon les enseignements des études portant sur le problème des unités spatiales modifiables (MAUP) : le nombre de circonscriptions et leur forme. Le nombre de circonscriptions est passé de 91 en 1944, à 108 en 1966, à 125 en 2007. Quant à la forme des circonscriptions, elle peut affecter le calcul de Dist surtout parce qu'elle a une influence sur la localisation des centroïdes au sein des polygones que sont les circonscriptions électorales. Idéalement, ce centroïde devrait être localisé au centre de gravité de la distribution spatiale de la population d'électeurs au sein de la circonscription. Ne disposant pas d'informations fiables sur cette distribution pour l'ensemble de la période étudiée, nous avons eu recours aux centroïdes géométriques des polygones formant les circonscriptions.

Voyons d'abord la position géographique de chacun des partis par rapport à Montréal pendant la période d'existence de chacun en faisant la moyenne *MD* des distances à chaque élection (les colonnes «Dist» du tableau 1). L'Union nationale est le parti le plus loin de Montréal avec une distance moyenne *MD* de 185 km, alors que le Parti québécois se situe à 155 km, l'ADQ à 150 km et le Parti libéral à 146 km. Quatre tiers partis, qui n'apparaissent pas au tableau 1, ont joué un certain rôle pendant la période étudiée. Le Bloc populaire a obtenu 14,4% des voix en 1944 et se situait alors à 136 km de Montréal. En 1948, l'Union des électeurs (à tendance créditiste) obtenait 9,3% des voix et se situait à 274 km de Montréal. En 1966, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, précurseur du PQ, obtenait 5,6 % des voix et se situait à 111 km de Montréal. Enfin, le Ralliement créditiste obtenait 11,2%, 9,9% et 4,6% des voix en 1970, 1973 et 1976 et se situait respectivement à 266, 208 et 260 km de Montréal.

En ce qui concerne maintenant le mouvement territorial des partis d'une élection à l'autre, nous rappelons l'hypothèse qui veut que, dans leur phase ascendante, les partis progressent en terrain moins familier, les partis à base rurale progressant vers la ville et les partis à base urbaine progressant vers les milieux ruraux, une fois pris en compte le déplacement possible de l'ensemble de la population sous-jacente. D'une élection à l'autre, un parti peut ne pas bouger ou se rapprocher ou s'éloigner de Montréal. Les partis originant en milieu non-métropolitain, comme l'Union nationale (UN) et l'Action démocratique du Québec (ADQ) devraient, en phase ascendante, gagner du terrain vers Montréal, alors que les partis originant en milieu métropolitain comme le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) devraient, toujours en phase ascendante, gagner du terrain dans le sens inverse, par un processus de diffusion spatiale de proche en proche, conformément à la connaissance que nous avons de l'importance des effets de voisinage et de l'autocorrélation spatiale dans les comportements électoraux (Burbank, 1995; Cox, 1969; Johnston et al. 2004; Walks, 2004, 2006).

Figure 2. Distances moyennes de Montréal de la population et des électeurs de chacun des partis

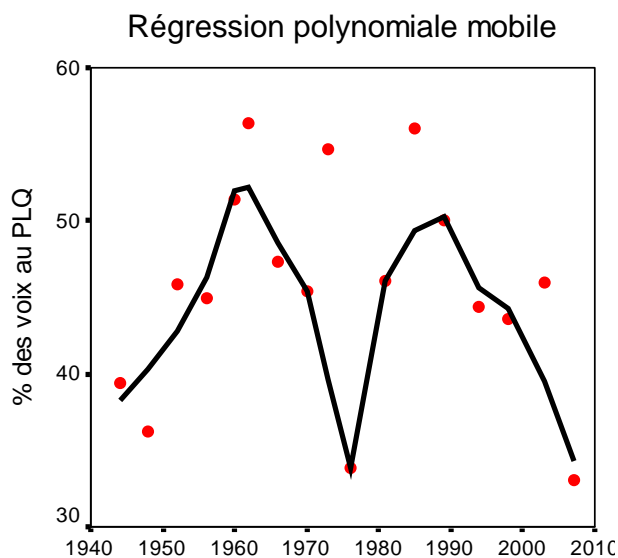




L'évolution de l'ensemble des distances apparaît à la figure 2. Ainsi, l'UN pendant sa phase ascendante, de 1944 à 1956, devrait voir sa distance de Montréal se réduire, alors que le PQ, pendant sa phase de progression, de 1970 à 1981 devrait voir sa distance de Montréal s'accroître. Mais nous savons que, pendant la période étudiée, la population du Québec dans son ensemble s'est rapprochée de Montréal. Si nous ne tenons pas compte de ce fait, nous risquons d'attribuer à une progression d'un parti vers Montréal ce qui serait en fait la progression de l'ensemble de la population. Il nous faut donc relativiser (diviser) les distances des partis par la distance de la population qui apparaît dans la colonne «POP» du tableau 1. Ce sont les ratios ainsi obtenus (non montrés au tableau 1) qui sont mis en corrélation avec les pourcentages de voix obtenus par les partis pendant leur phase ascendante. Notons que les distances de Montréal de l'ensemble de la population sont calculées aux dates de recensement, la distance issue du recensement le plus près de chaque élection étant utilisée pour obtenir les ratios. L'hypothèse de la diffusion en terrain adverse se vérifie en grande partie. La vérification est nette dans le cas de l'Union nationale et du Parti québécois. De 1944 à 1956, l'UN voit sa proportion du vote augmenter et sa distance de Montréal diminuer de telle sorte qu'une corrélation de  $-0,916$  (d.l. = 2;  $p < 0,10$ ) est observée entre ces deux variables. En ce qui concerne le PQ, sa phase ascendante s'étend de 1970 à 1981. Pendant cette période, sa proportion des voix augmente considérablement et il en est de même de sa distance de Montréal ( $r = +0,984$ ; d.l.= 2;  $p < 0,5$ ).

Les choses sont moins claires dans les cas du PLQ et de l'ADQ. En ce qui concerne le PLQ, il aurait connu, entre 1944 et 2007, deux cycles qui sont détectables par le biais d'une régression polynomiale mobile (ou pondérée localement), technique aussi appelée «loess regression» qui permet d'ajuster de façon souple une courbe à des données. La figure 3 montre le pattern obtenu lorsque la moitié des observations servent à ajuster la courbe localement. Une première période ascendante s'étend de 1944 à 1962. Nous avons déjà noté que c'est la contraction des tiers partis au cours de cette période qui permet à la fois à l'UN et au PLQ d'être en progression. Conformément à l'hypothèse, le PLQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal pendant cette période, exception faite de la dernière élection, celle de 1962, où une forte augmentation du pourcentage de voix obtenues correspond à un rapprochement de Montréal. Il reste que la corrélation entre la distance et le pourcentage de voix, pour cette période, est de  $+0,508$  (d.l. = 4;  $p = 0,152$ ). Une autre période ascendante prend place de 1976 à 1989 mais, cette fois, augmentation du vote et distance de Montréal ne sont pas corrélées ( $r = 0,085$ ; d.l. = 2;  $p = 0,458$ ). Dans le cas de l'ADQ, nous attendions une corrélation négative, s'agissant d'un parti réputé de droite qui aurait des assises en milieu rural ou, du moins, non métropolitain. Or, la corrélation obtenue, sur la base des quatre élections auxquelles a participé l'ADQ, soit celles de 1994, 1998, 2003 et 2007, est positive mais non significative ( $r = +0,371$ ; d.l. = 2;  $p = 0,314$ ). Toutefois, il faut noter que lors des deux dernières élections, alors que les voix obtenus par l'ADQ sont substantielles, soit 18,2% en 2003 et 30,8% en 2007, le mouvement territorial du parti est conforme à l'hypothèse, c'est-à-dire que l'ADQ se rapproche alors nettement de Montréal comme on peut le voir à la figure 2.

Figure 3. PLQ: cycles électoraux?



Un mot enfin du mouvement territorial des partis lorsque ceux-ci sont en phase descendante. En première approximation, nous devrions nous attendre à un mouvement inverse à celui observé en période ascendante. Mais ceci n'est pas le cas, sauf en ce qui concerne l'UN entre 1960 et 1973, alors que la contraction du vote correspond à un éloignement de Montréal ( $r = 0,832$ ; d.l. = 3;  $p = 0,040$ ). Quant au PLQ, sa phase descendante la plus nette s'étend de 1985 à 2007, alors que son pourcentage des voix passe de 56 à 33,1. Or, cette période ne montre pas de contraction comparable des distances de Montréal. Le cas du PQ est intéressant car, en phase descendante, entre 1981 et 2007, il continue de s'éloigner de Montréal de façon assez régulière, même si la corrélation entre pourcentage des voix et distance n'est pas significative ( $r = -0,312$ ; d.l. = 5;  $p = 0,248$ ). Enfin, l'ADQ n'a pas encore connu de période descendante.

### Conclusion : le rural et l'urbain, oscillations ou interpénétrations?

Nos analyses montrent donc que l'hypothèse d'une diffusion hors du milieu d'origine de l'appui aux partis se vérifie assez bien dans le cas de l'UN et du PQ. Entre 1944 et 1956, l'UN progresse vers Montréal, l'élection de 1952 exceptée, alors qu'entre 1970 et 1981, alors qu'il est nettement dans sa phase ascendante, le PQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal. Plusieurs observateurs ont fait remarquer que, lors de l'élection de 2007, le PQ a reçu une bonne partie de ses appuis dans la partie est de la région métropolitaine de Montréal ainsi que dans les régions les plus périphériques (Drouilly, 2008). Cette possible «bimodalité» du vote selon la distance remet partiellement en cause la relation simple postulée au départ entre «réformisme» et degré d'urbanisation, si tant est que le PQ peut (encore) être considéré comme réformiste. Il se peut également que la distance de Montréal ne capte pas tous les aspects du degré d'urbanisation. Il y a là des questions qui devront être abordées dans des recherches futures.

Le cas du PLQ est plus complexe. Il s'agit d'un parti qui, contrairement aux trois autres, existait longtemps avant la période observée ici, un parti déjà implanté à l'échelle du Québec. Sa dynamique territoriale ne suit pas un mouvement simple de diffusion à partir de Montréal pendant la période observée, sauf au début de la période, de 1944 à 1962. Quant à l'ADQ, il s'agit d'un parti

dont les principaux supports viennent des zones rurales et périurbaines qui connaissent une industrialisation s'appuyant sur les PME. De 1998 à 2003, cette industrialisation se diffuse au Québec à partir de la plaine de Montréal et l'ADQ fait de même. De 2003 à 2007, le parti s'implante fortement autour de Québec et gagne du terrain dans la plaine de Montréal.

En conclusion, un certain nombre d'interrogations peuvent être soulevées en ce qui concerne les tenants et aboutissants pour le Québec, des dynamiques territoriales des comportements électoraux. Les cycles électoraux et les oscillations territoriales des appuis aux partis politiques peuvent aider à mieux comprendre la dynamique socioculturelle du Québec. L'importance du rapport au territoire dans la construction de la culture québécoise a souvent été soulignée (Bélanger, 1996). L'occupation graduelle du domaine seigneurial et la diffusion subséquente du peuplement sur les plateaux laurentien et appalachien, sous les régimes français et anglais, confèrent à l'écoumène québécois une compacité et une homogénéité peu communes en Amérique du Nord. Une langue différente et une taille suffisante pour constituer un marché autonome de biens culturels ont contribué à mettre en place une véritable région culturelle. Au milieu du 20<sup>ième</sup> siècle, de nouveaux moyens de communication, avant tout la télévision, ont à la fois renforcé la cohésion culturelle du Québec et ouvert davantage celui-ci sur le monde.

Ne trouve-t-on pas au cœur de la dynamique socio-culturelle du Québec une tension constructive entre une métropole cosmopolite et des régions où domine la culture issue du terroir québécois, où les villes, la ville de Québec au premier chef, apparaissent en forte continuité par rapport à cette culture? On peut en effet avancer que, d'une part, les nouvelles idées qui arrivent au Québec de l'extérieur y entrent surtout par Montréal, conformément au principe de la diffusion spatiale hiérarchique, «du haut vers le bas», des innovations (Villeneuve, 1994) alors que, d'autre part, la ville de Québec joue un rôle important de mise en forme de la culture vivante issue des régions avoisinantes, selon un processus «du bas vers le haut», basé sur le fait que, depuis plus d'un siècle, Québec est alimentée par des migrants venant de ces régions alors que Montréal reçoit une immigration internationale substantielle. La rencontre de ces deux processus au cours des années 1950 et 1960 aurait, entre autres, contribué à nourrir la «révolution tranquille» qui peut être vue comme une institutionnalisation par l'état, à Québec, des tendances réformistes provenant surtout de Montréal (Villeneuve, 1981).

Il convient de s'interroger, par rapport à ce large contexte historique et géographique, sur le sens qu'il faut donner aux cycles électoraux et aux oscillations rurales-urbaines décrites plus haut. Premièrement, on peut se demander s'il ne faudrait pas parler d'interpénétrations rurales-urbaines plutôt que d'oscillations? En effet, dans l'exacte mesure où un parti doit gagner des appuis en terrain moins familier pour progresser, on peut penser que cette nécessité engendre une sorte de négociation entre le parti et les électeurs à convaincre. Dans quelle mesure les orientations politiques du parti s'adapteront-elles à l'électorat localisé hors de la «zone de confort» du parti et, inversement, dans quelle mesure cet électorat se laissera-t-il convaincre de la justesse de ces orientations? En d'autres termes, un parti à tendance réformiste originaire de Montréal deviendra-t-il moins réformiste en étendant ses appuis en milieu non métropolitain? Inversement, un parti à tendance conservatrice le deviendra-t-il moins en gagnant des appuis en milieu métropolitain?

Pour répondre à ces questions, il faut analyser l'évolution possible des orientations politiques des partis lorsque ceux-ci progressent hors de leur zone de confort. Lorsque l'Union nationale s'est rapprochée de Montréal au cours des années 1950, a-t-elle «urbanisée» sa politique, est-elle devenue plus réformiste? Lorsque le Parti québécois a gagné des appuis en milieu non métropolitain au cours des années 1970, a-t-il «ruralisé» sa politique, est-il devenu moins réformiste? Des démarches

empiriques s'inspirant de celle utilisée par Vincent Lemieux (1991) dans son analyse de contenu des lois québécoises peuvent fournir des indications fort utiles. Il mesure le degré de réformisme d'un loi par le biais de la complexité des relations de pouvoir, des enjeux et des acteurs mis en cause dans cette loi. Il faut donc qu'un parti ait été au pouvoir pour qu'on puisse lui appliquer cette démarche.

Après avoir soumis à une analyse rigoureuse le contenu politique des 2 745 lois d'intérêt public adoptées par les onze législatures des cinq gouvernements qui se sont succédées à Québec de 1944 à 1985, il arrive à un certain nombre de conclusions qui éclairent les questions ci-haut. D'abord, Lemieux (1991, 140) observe que les lois des quatre législatures allant de 1945 à 1960 montrent que le gouvernement de l'Union nationale d'alors n'est pas devenu plus réformiste. Au contraire, c'est la première législature de cette période, celle de 1945 à 1948, accolée à la période interventionniste de la crise et de la guerre, qui se conforme le moins à des orientations conservatrices. Ceci suggère que, de 1945 à 1960, l'Union nationale n'aurait pas eu à devenir moins conservatrice pour gagner du terrain en milieu métropolitain, même si la société québécoise change alors considérablement, (forte urbanisation, progrès de la scolarisation et tertiarisation grandissante de l'économie).

Le gouvernement libéral suivant, au pouvoir de 1960 à 1966, est, lui, profondément réformateur et fait de l'État un véhicule de ces changements, de telle sorte que le gouvernement unioniste de 1966-1970, porté au pouvoir avec beaucoup moins de voix (40,8% contre 47,3%) que son opposant, le Parti libéral, se rapproche de Montréal lors de l'élection de 1966 et continue, dans une certaine mesure, les réformes étatistes de la période 1960-1966. Le gouvernement libéral suivant, de 1970 à 1976, est quant à lui plus réformateur que le gouvernement unioniste auquel il succède (et beaucoup plus près de Montréal : 135 contre 190 km à l'élection de 1970), mais moins réformateur que le gouvernement libéral de 1960 à 1966. Or, de l'élection de 1970 à celle de 1973, il gagne du terrain hors du milieu métropolitain, la distance moyenne de Montréal de ses électeurs passant de 135 à 145 km (tableau 1).

De 1976 à 1985, le gouvernement du Parti québécois opère, selon Lemieux (1991, 142), une rupture réformiste et interventionniste plus grande, par rapport au gouvernement libéral précédent, que le gouvernement Lesage l'avait fait par rapport au gouvernement unioniste d'avant 1960. Le gouvernement Lévesque aura sans doute été le plus interventionniste des gouvernements considérés dans l'étude de Lemieux, ce qui ne l'aura pas empêché d'étendre ses appuis hors du milieu métropolitain, sa distance de Montréal passant de 159 à 167 km de 1976 à 1981. La période suivante, de 1985 à 1994, est celle d'un gouvernement libéral qui étend aussi ses appuis hors de Montréal (sa distance passe de 140 à 148 de 1985 à 1989), mais dont on peut supposer qu'il a été moins réformiste que le gouvernement précédent, et moins réformiste également que le gouvernement libéral de 1970 à 1976, bien que nous ne disposions pas, pour appuyer ces hypothèses, des précieuses analyses de Lemieux qui s'arrêtent en 1985. Ensuite, plusieurs observateurs s'entendraient pour dire que le gouvernement péquiste de 1994 à 2003 a considérablement recentré sa politique, par rapport au gouvernement Lévesque, alors que sa distance de Montréal diminuait de 160 à 149 km entre 1994 et 2003. Enfin, le gouvernement libéral de 2003 à 2007, dont on peut penser que son réformisme est limité, accroît, à partir d'un niveau assez faible (121 km en 1998), sa distance de Montréal de 1998 à 2003 (de 121 à 124 km) et de 2003 à 2007 (de 124 à 132 km).

En somme, cet exercice visant à voir s'il y a relation entre la dynamique territoriale des partis et leur degré de conservatisme ou de réformisme produit des résultats mixtes. Des huit gouvernements de la période 1944-2007, quatre auraient modifié leurs orientations politiques de base en s'étendant hors de leur zone de confort et trois ne l'aurait pas fait. Les quatre sont l'UN en 1966-1970, et le PLQ en 1970-1976, en 1985-1994 et en 2003-2007. Les trois sont l'UN en 1944-1960, le

PLQ en 1960-1966 et le PQ en 1976-1985. Le cas du PQ entre 1994 et 2003 est moins clair . Ceci pousse à conclure que, pour arriver à des constats plus fermes, il faudra d'abord nuancer la façon dont est appréhendée ici la dynamique territoriale, c'est-à-dire en fonction de la seule dimension «distance de Montréal». En effet, selon la direction empruntée à partir de Montréal, par exemple vers l'Outaouais plutôt que vers la Mauricie, les comportements électoraux peuvent être assez différents. Il faudra ensuite considérer d'autres indicateurs des orientations politiques des partis et des gouvernements comme, par exemple, les prises de position des partis ou, encore, la répartition spatiale des dépenses gouvernementales.

## Bibliographie

- BARBONNE, R., VILLENEUVE, P. et THÉRIAULT, M. (2007) «Disparités locales du revenu d'emploi au sein du champ métropolitain de Québec : le rôle des navettes vers les pôles d'emploi, 1980-2000» *Revue d'économie régionale et urbaine* 30(3) 453-477.
- BÉLANGER, M. (1996) «Spatialités fondatrices» dans *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, dir. S. Courville (Québec : Les Presses de l'Université Laval) 163-166.
- BOUDEVILLE, J. R. (1972) *Aménagement du territoire et polarisation*, Paris, Génin-Librairies Techniques.
- BRYM, R.J., dir. (1986) *Regionalism in Canada*. Toronto, Irwin Publishing.
- BURBANK, M. J. (1995) «The psychological basis of contextual effects» *Political Geography* 14(6/7) 621-635.
- BUSSI, M. et FREIRE-DIAZ, S. (2002) «Les nouvelles spatialités des comportements électoraux français. L'exemple des élections présidentielles 1981-1995» *Cybergeogeo*, 16 avril 2002, revue en ligne, <http://www.cybergeogeo.eu/index4136.html#texte>
- COX, K. R. (1969) «The voting decision in a spatial context» *Progress in Geography* 1(1) 8-117.
- CUTLER, F. et JENKINS, R.W. (2000) «Where one lives and what one thinks: Implications of rural-urban opinion cleavages for Canadian federalism» Paper presented at the conference on «The Transformation of Canadian Political Culture and the State of the Federation», Kingston , Ontario, Institute of Intergovernmental Affairs, Queen's University, , October 13-14. [visité le 11 janvier 2008: [http:// www.politics.ubc.ca/ fileadmin / template/main/images / departments / poli\\_sci / Faculty / cutler / Cutler-Jenkins \\_ 2000.pdf](http://www.politics.ubc.ca/fileadmin/template/main/images/departments/poli_sci/Faculty/cutler/Cutler-Jenkins_2000.pdf)]
- DEVOLDER, D. (2003) «Génération démographiques, générations familiales» Communication au colloque «Les approches générationnelles : enjeux, avancées, débats» 13-14 novembre, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (consulté sur internet le 30 mai 2008 : <http://www.printemps.uvsq.fr/Devolder.pdf>)
- DROUILLY, P. (1989) *Atlas des élections au Québec, 1967-1985*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale.
- DROUILLY, P. (2007) «L'élection du 26 mars 2007 au Québec. Une élection de réalignment?» dans M. Venne et M. Fahmy, dir., *L'annuaire du Québec 2008*, Montréal, Éditions Fides, 24-39.
- HIRSCHMAN, A.O. (1982) *Shifting involvements : private interest and public action*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

- JODOIN, Y., VILLENEUVE, P. et THÉRIAULT, M. (2007) *Le vote à Québec a-t-il une dimension géographique?* Université Laval, Centre de recherche en aménagement et développement, rapport de recherche. (consulté le 30 mai 2008 : [http://www.crad.ulaval.ca/documents / PUBAUT/2007 / ID1910 rapport Jodoin 2007.pdf](http://www.crad.ulaval.ca/documents/PUBAUT/2007/ID1910_rapport_Jodoin_2007.pdf))
- JOHNSTON, R., JONES, K., SARKER, R., PROPPER, C., BURGESS, S. et BOLSTER, A. (2004) «Party support and the neighbourhood effect: spatial polarisation of the British electorate, 1991–2001» *Political Geography* 23(4) 367-402.
- LEMIEUX, V. (1988) «Les régions et le vote libéral des années 1980» *Recherches sociographiques* 29(1) 45-58.
- LEMIEUX, V. (1991) *Les relations de pouvoir dans les lois. Comparaison entre les gouvernements du Québec de 1944 à 1985*. Québec, Les Presses de l'Université Laval et l'Institut d'administration publique du Canada.
- POLÈSE, M. (2005) «Cities and national economic growth: A reappraisal» *Urban Studies* 42(8) 1429-1451.
- SCHLESINGER, Jr, A.M. (1986) *The cycles of American history*. Boston : Houghton Mifflin.
- VILLENEUVE, P. (1981) «La ville de Québec comme lieu de continuité» *Cahiers de Géographie du Québec* 25(64) 49-60.
- VILLENEUVE, P. (1994). «Diffusion et propagation spatiales» dans J.P. Auray et al. (dir.) *Encyclopédie d'économie spatiale*, Paris Économica, 67-72.
- VILLENEUVE, P., JODOIN, Y., THÉRIAULT, M. (2007) «L'énigme de Québec ...ou de ses banlieues? : une analyse de géographie électorale» *Cahiers de géographie du Québec* 51(144) 375-399.
- WALKS, R. Alan (2004) «Place of Residence, Party Preferences, and Political Attitudes in Canadian Cities and Suburbs» *Journal of Urban Affairs* 26(3) 269-295.
- WALKS, R. Alan (2006) «The causes of city-suburban political polarization? A canadian case study» *Annals of the Association of American Geographers* 96(2) 390-414.
- WARREN, J.-P. (2006) «Moi, je refuse les étiquettes. Au sujet des manifestes des Lucides et des Solidaires» dans M. Venne et M. Fahmy, dir., *L'annuaire du Québec 2007*, Montréal, Éditions Fides, 90-100.